

POINT DE VUE. « Trois postures à l'égard de l'avenir »

« L'été a ses rites. Celui des « [universités d'été](#) ». Occasion annuelle pour les partis de dépoussiérer leurs programmes mais plus rarement d'en questionner la pertinence, a fortiori en cette veillée d'armes des élections présidentielles où chacun bat le rappel de ses partisans et de ses alliés. C'est pourtant l'occasion d'une simple vérification arithmétique : seule une très large alliance, que ne pourra plus cimenter un « front républicain » à visée uniquement défensive, offrira une alternative à un [Rassemblement National](#) aux portes du pouvoir.

Dans ces périodes de grands changements ce n'est plus [la litanie de centaines de mesures](#) incluses dans les programmes des partis qui fonde une identité. C'est la posture à l'égard de l'avenir. Trois grandes postures sont possibles. La première consiste à nier les changements intervenus depuis quelques décennies – les atteintes mortifères à la biosphère, l'accélération du changement climatique, le bouleversement du marché du travail avec l'intrusion de l'intelligence artificielle, le déclin démographique de la population d'origine européenne et la dépendance à l'égard de l'immigration, le caractère irréversible des interdépendances entre les sociétés — dans l'espoir de revenir à la situation d'antan, celle d'une société blanche homogène et de la souveraineté des États. Cette posture, c'est celle des extrêmes droites. Elle est vouée à l'échec.

La seconde posture, très répandue, consiste à reconnaître tous ces défis nouveaux mais espérer les relever sans changer de logiciel intellectuel et institutionnel. En deux mots, mettre du vin nouveau dans les vieilles outres. Elle aussi est vouée à l'échec. La société s'en rend compte plus ou moins confusément et perd confiance dans la politique et la démocratie.

La troisième posture, la seule viable, met l'accent sur le renouvellement de la pensée et des institutions. Elle, reconnaît l'impossibilité de relever des défis radicalement nouveaux, par leur nature et leur ampleur, avec une pensée économique et politique, avec des institutions et un cadre juridique, avec des valeurs, avec une vision du progrès tous hérités de plusieurs siècles et qui forment ce que l'on a coutume d'appeler « la modernité ». Il serait plus juste de l'appeler « première modernité » tant il est urgent d'en inventer une seconde. Cette posture n'apporte pas de réponse magique et consensuelle aux questions habituelles de la politique, qui relèvent du débat démocratique, mais insuffle à la politique un souffle nouveau.

Le XIXe siècle s'est achevé en 1914. Il serait temps que le XXe se termine. La seconde modernité, à rebours de la première, mettra l'accent sur la gestion des relations, entre les êtres humains, entre l'humanité et la biosphère, entre les sociétés. Et l'Agenda – en latin « ce qu'il faut faire absolument » -, c'est de concevoir un nouveau modèle économique visant à rechercher le bien-être de tous dans le respect des limites de la biosphère -ce qu'on appelait autrefois l'œconomie-, de repenser radicalement la gouvernance du local au mondial, de retrouver un équilibre entre droits et responsabilités, d'inventer de nouvelles modalités de dialogue entre les sociétés du monde, appelées à gérer ensemble notre planète unique et fragile.

Ce sont les bases d'un pacte vraiment progressiste. Le texte « [quinze propositions pour changer d'ère](#) » en propose des illustrations concrètes. Signer est encore possible sur <https://latroisiemeposture.fr>